

Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*

Le capitalisme moderne = Une société oligarchique?

Par Joachim Bischoff, Bernhard Müller - 9 juillet 2014

Thomas Piketty, un économiste qui depuis plusieurs années traite les rapports de distribution dans les sociétés capitalistes, champ exploré par Anthony Atkinson et Emmanuel Saez, a déclenché une rupture avec les appréciations traditionnelles et les perspectives sociales dans la science et le débat public.

© Redaktion Sozialismus

Selon l'économiste des Etats-Unis, Paul Krugman, le "Débat-Piketty" conduit à « une révolution dans notre compréhension des tendances à long terme de l'inégalité » (Krugman 2014: 71).

Cette thèse ne signifie pas qu'avec Piketty toutes les questions méthodologiques et empirico-théoriques des structures de distribution modernes peuvent être résolues, mais que "nous n'allons plus jamais parler de la richesse et de l'inégalité comme avant." (Ibid: 81) Ce bouleversement du discours scientifique et public provient d'une présentation de l'état actuel et de la connaissance historique concernant la dynamique de la répartition des richesses et des revenus depuis le 18^{ème} siècle. (Piketty 2014: 571)

Le sujet principal des études de Piketty est l'inégalité dans la répartition des revenus et de la richesse. Il vise à découvrir les raisons du développement socio-économique qui prètent de plus en plus au capitalisme moderne les caractéristiques d'une structure sociale oligarchique. Plus que dans tout autre pays, la majorité des citoyens des Etats-Unis se considèrent comme appartenant à la classe moyenne. Contrairement à de nombreux pays européens, où le terme "classe moyenne" se réfère à de petits entrepreneurs, aux membres des groupes aux revenus supérieurs et aux professions indépendantes, aux Etats-Unis, le terme "classe moyenne" désigne une "couche intermédiaire" de citoyens qui excède largement le nombre de pauvres et de riches. Actuellement l'opinion prévaut que le rêve de la société de classe moyenne américaine s'est, depuis un certain temps, dissous dans le cauchemar de la destruction de la classe moyenne. La répartition inégale des revenus, la concentration de la richesse et la fin de la société de classe moyenne – tels sont les sujets pour lesquels l'économiste français Thomas Piketty est devenu un auteur célèbre aux Etats-Unis, où pendant des années de nombreuses études ont été présentées sur cette transformation du Rêve américain.

Piketty examine l'accumulation du capital et la répartition des revenus en Europe occidentale et aux Etats-Unis depuis le début du 19^{ème} siècle jusqu'à la grande crise du 21^{ème}. Ce faisant, il arrive à la conclusion que le moment de la distribution inégale des revenus et de la propriété du capital se rapproche des valeurs atteintes pour la dernière fois à la fin du 19^{ème} siècle. Les données concernant les rapports entre la richesse et les revenus sur une durée de 100 à 200 ans sont tout sauf incontestables. [1] Par exemple, les données fiscales souvent utilisés ne comprennent pas l'accumulation d'actifs dans les dispositions pour la pension de vieillesse, qui jouent un rôle beaucoup plus important pour les couches moyennes et inférieures de la société que pour la classe supérieure. Par ailleurs, les réductions d'impôt pour les revenus et les actifs élevés dans un certain nombre de pays depuis 1980 ont réduit les manœuvres d'évasion de la part des personnes à revenu élevé. Cela signifie que les données fiscales pourraient en fait trop insister sur l'augmentation des inégalités. [2]

Une controverse supplémentaire a récemment été déclenchée par une critique selon laquelle Piketty a mal « adapté », souligné et interprété certaines données. Même après une réponse de dix pages de la part de Piketty publiée ces jours-ci, un certain nombre de questions restent encore sans réponse. Dans l'ensemble, cependant, il continue d'être plausible que dans de nombreux pays, les inégalités concernant les revenus et la richesse ont augmenté de façon significative depuis 1980. « La grande idée de *Le Capital au XXI^e siècle*, c'est que nous ne retrouvons pas seulement les niveaux d'inégalité des revenus du dix-neuvième siècle, nous sommes aussi sur la voie du retour au capitalisme patrimonial, dans lequel les grandes décisions de l'économie sont contrôlées non pas par des personnes de talent, mais par des dynasties familiales. » (Krugman 2014: 72)

Krugman souligne, à juste titre, que notre connaissance et l'évaluation des inégalités dans la répartition des revenus et des richesses sont principalement basées sur des enquêtes. « Pourtant, malgré leur utilité, les données des enquêtes ont des limites importantes. Elles ont tendance à sous-estimer ou à ignorer la totalité des revenus d'une poignée d'individus au sommet de l'échelle des revenus. Piketty et ses collègues ont utilisé une source tout à fait différente d'information: les dossiers fiscaux. Piketty et al. ont ... trouvé des façons de fusionner les données fiscales avec d'autres sources pour produire des informations qui complètent de façon décisive les données des enquêtes » (Ibid: 74). [3]

Les changements de ces dernières décennies ont conduit à un renversement de la « grande densification » des années 1950, lorsque l'écart entre riches et pauvres a diminué progressivement. Au début du 21^e siècle, les inégalités aux Etats-Unis ont atteint un niveau sans précédent depuis la crise économique mondiale de 1929. Les États-Unis ressemblent de moins en moins aux démocraties de la classe moyenne d'Europe occidentale et se rapprochent d'une société «oligarchique», bien connue en Amérique latine et Russie post-soviétique, où la richesse est concentrée entre les mains d'une minorité opposée à une énorme classe inférieure. Des études ont montré que plus de la moitié des gains de croissance économique au cours des deux dernières décennies ont été accaparés par les plus riches et un pour cent de la population américaine, raison pour laquelle le mouvement *Occupy Wall Street* a appelé cette élite économique « les un pour cent ».

La thèse principale de Piketty peut se résumer ainsi : les Etats-Unis ainsi que la plupart des autres sociétés capitalistes modernes restructurent leur forme sociale vers un ordre oligarchique, dans lequel une petite minorité de gens très puissants et très riches est en mesure de dominer tous les domaines cruciaux sur le plan économique, social et politique grâce à leur puissance financière, économique et politique, qu'ils stabilisent pour les générations à venir.

Piketty compare les données statistiques actuelles avec celles du 19^{ème} siècle et est arrivé à une formule qu'il dit être en mesure d'exprimer la tendance centrale à long terme du capitalisme: $r < g$. Le profit généré par la richesse privée est plus élevé que le taux de croissance économique (g). Sans recourir à des formules et des chiffres, Piketty exprime ses conclusions avec des mots simples : « Le Capital est de retour » (cf. Illustration 1)

Illustration 1: L'inégalité des revenus aux États-Unis, 1910-2010 (part des 10% supérieurs)



Aux Etats-Unis entre 1910 et 1940, la part du revenu des dix pour cent les plus riches de la population a atteint 40 à 45% du revenu national. Entre le milieu des années 1940 et la fin des années 1970, la part du revenu des dix pour cent ne représentait que le niveau relativement faible de 35%. Dans plusieurs études sur les rapports de distribution aux États-Unis, ce stade de développement est aussi décrit comme la « grande compression ». On entend par là que dans des conditions de forte transformation technologique (« changement technologique basé sur les compétences ») les couches sociales moyennes ont connu une phase de prospérité grâce à des mesures de politique distributive. [4] Un aperçu de la dynamique des relations de distribution dans les principaux pays capitalistes au cours du 20^e siècle montre - mais avec des différences marquées selon les pays -, que dans les dernières décennies du siècle, une nouvelle densification ou resserrement de l'inégalité sociale s'est opérée en faveur d'un petit groupe de personnes riches ou à revenu élevé. Piketty identifie comme suit les facteurs essentiels responsables du retour à des structures patrimoniales ou oligarchiques du capitalisme :

- Au sommet de la société l'inégalité massive provient d'un mélange d'actifs (avec les revenus correspondants) et des salaires / traitements.
- Dans les premières décennies du 20^e siècle, c'était le plus souvent (avec quelques exceptions dans le cas des Etats-Unis) l'inégalité par rapport à la propriété d'actifs qui était responsable de l'état de la structure de classe.
- Aujourd'hui également l'extrême inégalité en faveur des couches supérieures de la société résulte des revenus générés par la propriété du capital. Simultanément, l'importance de la rémunération provenant du travail a augmenté pour les couches supérieures de la société, contribuant ainsi à l'ensemble de l'inégalité.

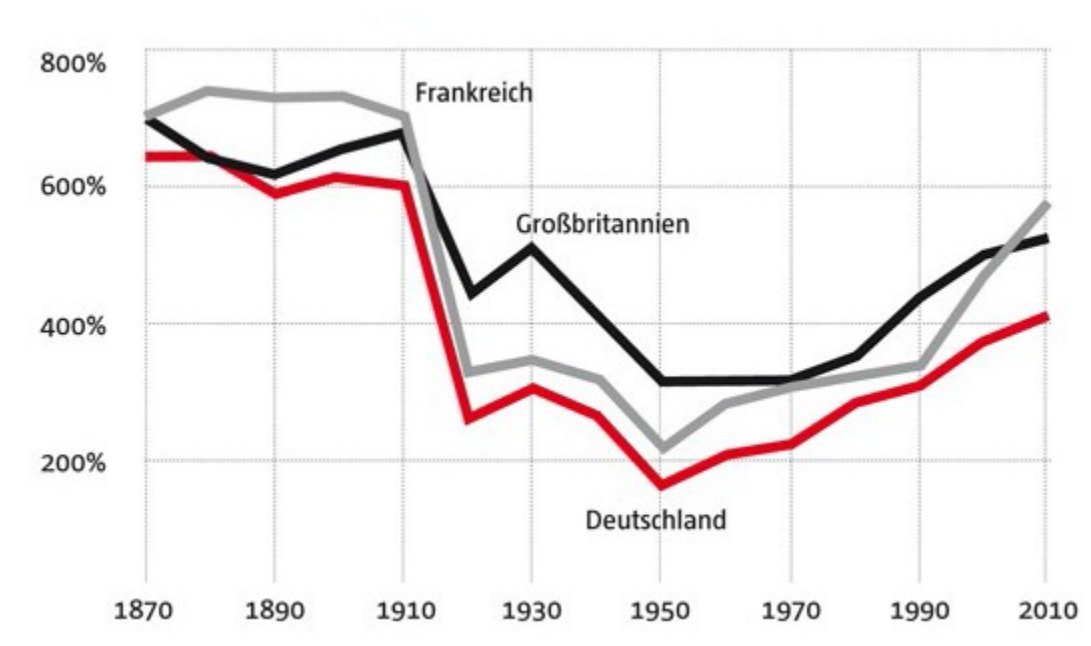
Les explications de Piketty sur la dynamique de l'inégalité sociale pour l'ensemble du 20^{ème} siècle, restent

controversées. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne son affirmation selon laquelle au cours des dernières décennies, les rendements des actions ont augmenté plus rapidement que l'ensemble du revenu national. Piketty n'inclut pas dans ses considérations la dynamique de l'offre croissante du capital financier, c'est à dire la baisse des taux d'intérêt depuis le début des années 1980 et ses effets sur la hausse des prix des obligations et des biens immobiliers. Ses références à la fin de la progression de la productivité et au recul de la croissance de la population ne suffisent pas non plus à mettre un terme au débat sur les raisons pour lesquelles la croissance économique subit un fort ralentissement et un passage possible à une phase de stagnation.

La critique Piketty s'attaque à son étude trop superficielle et à la généralisation qu'il fait des différentes composantes structurelles de l'accumulation du capital et donc aussi de l'évolution des questions de distribution des traitements et salaires. Tout au long du 20ème siècle, nous avons assisté à une évolution vers le haut des revenus de masse à la suite de la croissance des structures organisationnelles et de l'impact des syndicats. Au cours des dernières décennies, il y a eu une baisse de la part des salaires et une dispersion des salaires et traitements en raison de la baisse de l'adhésion syndicale et de l'adhésion à des conventions collectives. Les changements structurels ainsi que le poids élevé du secteur financier et l'intensification de la politique de déréglementation ne sont pas pris en considération dans l'enquête de Piketty pendant de longues périodes.

L'objectif du livre de Piketty ne concerne pas les revenus, mais les actifs. La part des actifs entre les mains des plus riches est aujourd'hui beaucoup plus grande aux Etats-Unis qu'en Europe. Les 10% les plus riches des Américains possèdent 70% de la richesse nationale globale, les 1% les plus riches en détenant 35%. En Europe les 10% les plus riches sont propriétaires de 60% de tous les actifs, les 1% les plus riches en détenant 25%. En particulier les avoirs contribuent fortement à consolider les rapports de force économiques et, indirectement, les rapports de force politiques, car ils sont beaucoup moins que les salaires et traitements liés à ce qui a été accompli individuellement, mais ils sont légués. (Cf. Illustration 2).

Illustration 2: Valeur de tous les biens du secteur privé en % de l'ensemble de la richesse nationale



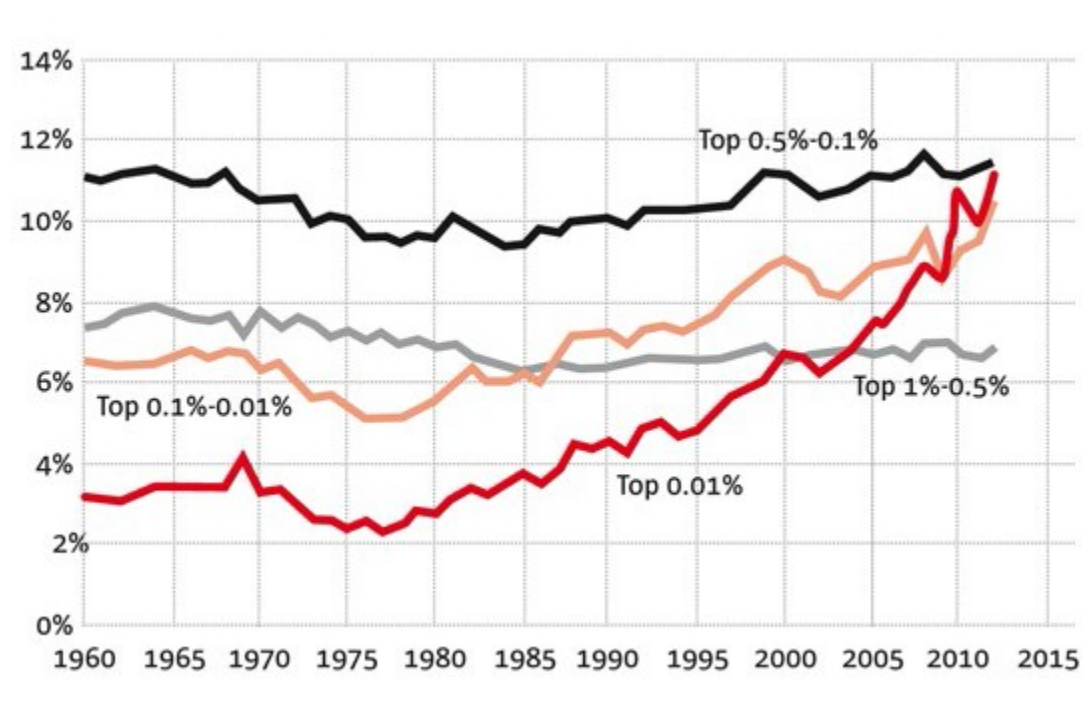
Le capital, c'est-à-dire la valeur des entreprises, biens immobiliers, des obligations et des prêts, a, au cours des dernières décennies, augmenté beaucoup plus vite que la richesse de l'ensemble de la société. C'est pourquoi les détenteurs de capitaux ont laissé derrière eux les salariés et les salaires ainsi que les couches moyennes de la société. Depuis la fin des années 1970, la phase de grande compression a tourné court, la croissance économique a commencé à ralentir, les réductions d'impôt ont contribué à la hausse des revenus du capital et les profits du capital ont explosé, ce dernier phénomène résulte également de l'expansion de le secteur financier. Cela ne vient pas seulement du fait les riches ont des rendements plus élevés de leur capital que les petits épargnants, mais aussi et plus encore parce que les actifs sont légués à des enfants moins nombreux. [5]

Piketty, dans son étude s'intéresse au développement du capital. Mais comme d'autres chercheurs sur les rapports d'inégalité, il ne lui échappe pas que les origines de l'aggravation de l'inégalité se trouvent dans une relation mixte des revenus du capital et du travail. Ce qui est incontestable, c'est que dans la partie supérieure de la société les revenus générés par les immobilisations dépassent les revenus de salaires, traitements et primes. [6]

Appropriation par les 0,1% du haut de la société [7]

Il existe un consensus sur l'hypothèse que la disparité des revenus a depuis les années 1980 massivement augmenté, tandis que dans le même temps, la concentration de la richesse a augmenté modérément. Pourtant, on ne peut défendre l'affirmation selon laquelle l'inégalité croissante est un simple phénomène provenant des revenus du travail. Il reste également à expliquer pourquoi aux Etats-Unis le petit groupe des 0,01% des revenus les plus élevés ont au cours des deux dernières décennies réussi à accaparer une part très élevée de la richesse globale (cf. illustration 3).

Illustration 3: Différenciation interne des 1% du sommet



Piketty souligne l'importance particulière de l'élite économique (les 10% supérieurs) dans l'aggravation de l'inégalité sociale, en particulier aux Etats-Unis. Saez et Zucman, qui reprendront et développeront davantage cette démarche d'investigation, en conclurent même que ce sont les 0,01% de la couche supérieure avec leurs hauts revenus qui sont responsables de la forte augmentation de l'inégalité. Ainsi, la question de savoir où se trouvent les causes de ce changement dans la répartition des revenus du travail devient encore plus urgente.

Le revers de cette ascension d'un petit groupe au sein de l'élite économique, c'est à dire leur appropriation d'une part disproportionnée de la richesse sociale, est le déclin social de la grande majorité. Bien sûr, il est nécessaire de différencier aussi parmi les 90% - en particulier, cela concerne la dynamique de précarisation du travail salarié, des salariés et des travailleurs pauvres ainsi que la pression sur les couches moyennes. L'évolution du taux d'épargne de cette majorité, processus qui, avant même la grande crise, s'est traduit par une baisse sensible de l'épargne (épargne négative), prouve fortement les changements des rapports de distribution aux Etats-Unis.

Depuis la Grande Dépression de 1929, l'écart entre les riches et les pauvres aux Etats-Unis n'a jamais été aussi large qu'aujourd'hui. L'augmentation de la part de l'élite supérieure dans les richesses correspond à la diminution de la part de la grande majorité. La détérioration de leur situation concernant les revenus et la propriété trouve son expression dans le fait que 85% de ces américains-adultes disant appartenir à la classe moyenne partagent l'idée qu'il est plus difficile aujourd'hui pour les membres de la classe moyenne de maintenir leur niveau de vie que cela ne l'était il ya dix ans. 62% des personnes ayant ce point de vue en attribuent la responsabilité au Congrès, 54% aux banques et institutions financières, 38% à la concurrence de l'étranger et 34% à l'administration Obama. Seuls 8% disent que ce sont les classes moyennes qui elles-mêmes doivent être tenues pour responsables.

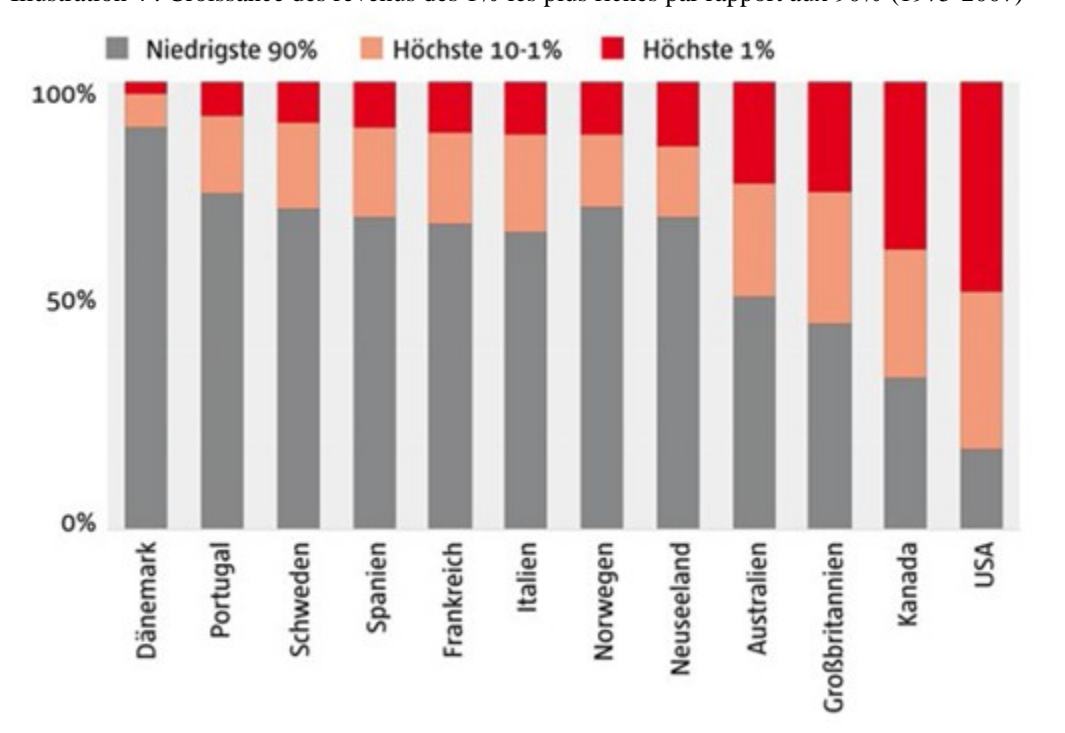
Le capitalisme des marchés financiers

L'accroissement des inégalités sociales et la « disparition de la classe moyenne » (Krugman) ne sont en aucune façon limités aux Etats-Unis. Plutôt, partant des Etats-Unis dans les années 1970, l'évolution vers une société de propriétaires, la règle de propriétaires d'actifs a prévalu, en remplacement de l'ère du « capitalisme régulé socialement ». Ce système, géré selon les spécificités nationales et historiques, a reflété l'expansion des droits sociaux et de la propriété sociale (systèmes et revendications de sécurité) sans en même temps suspendre la

dynamique capitaliste des procédures d'accumulation et de distribution.

La principale caractéristique de l'accumulation du capital générée par les marchés financiers est une polarisation sociale croissante - qui affecte à la fois les revenus et les actifs. Cette tendance s'est renforcée, comme le montrent les données publiées par l'OCDE pour la période de 2007 à 2011 en ce qui concerne la situation des revenus. « La part des 1% les plus riches dans le revenu total avant impôt a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE au cours des trois dernières décennies, en particulier dans certains pays anglo-saxons, mais aussi dans certains pays nordiques (à partir d'un niveau assez faible) et dans les pays d'Europe du Sud. Aujourd'hui, ils se situent de 7% au Danemark et aux Pays-Bas jusqu'à près de 20% aux États-Unis. Cette augmentation provient de la partie supérieure des 1% qui a accaparé une part disproportionnée de la croissance globale des revenus au cours des trois dernières décennies : jusqu'à 37% au Canada et même 47% aux États-Unis. Cela explique pourquoi la majorité de la population ne peut pas mettre en rapport les chiffres de la croissance de l'ensemble des revenus avec celle de leurs propres revenus. Dans le même temps, les réformes fiscales dans presque tous les pays de l'OCDE ont réduit les taux de l'impôt ainsi que les taux des autres taxes qui touchent les revenus les plus élevés. La crise a mis un arrêt momentané à ces tendances - mais elle n'a pas annulé la hausse précédente des hauts revenus. Dans certains pays, les hauts revenus avaient déjà largement récupéré en 2010 » (OCDE 2014, voir illustration 4)

Illustration 4 : Croissance des revenus des 1% les plus riches par rapport aux 90% (1975-2007)



Les « classes moyennes », « couches moyennes » ou le « milieu social » pressurés sont au cœur du conflit politique ayant résulté de l'exacerbation de l'antagonisme de classe déclenché par le capitalisme de marché financier. Ces classes sont définies par leur niveau de revenu, la qualification et la position sociale de leurs emplois. Les « classes moyennes » peuvent être caractérisées par « trois éléments centraux : un revenu suffisant, un niveau particulier d'éducation ou de qualification professionnelle et une position sur le marché du travail au-dessus du travail peu qualifié et physique ». (Bertelsmann-Fondation 2012: 48). A regarder de plus près le « milieu » décrit ainsi montre, cependant, que des groupes très disparates de personnes ont été amalgamés dans ce groupe : entre autres, des travailleurs salariés qualifiés des industries capitalistes, des salariés du secteur public, des travailleurs indépendants ainsi que des personnes sans emploi (retraités, pensionnés). Ceux-ci sont soumis à des conditions de travail et de vie complètement différentes en fonction de leurs positions respectives dans la production sociale et le processus de reproduction. [8]

Ni les politiques néolibérales des années 1980 et 1990, ni les politiques de la « Nouvelle classe moyenne » n'ont été en mesure de tenir leurs promesses de stabilisation de la situation du « milieu » en proposant des aides incitant à la propriété ou en supprimant les cotisations sociales des traitements et salaires. Les conséquences ont été une distance croissante par rapport au système politique dans le « milieu » également et la poursuite de l'érosion des anciens partis populaires.

Cette déstabilisation de la « classe moyenne » et la crise de la représentation politique ne peuvent pas être contestées même par l'élite politique et économique au pouvoir. Dans le même temps une partie de cette élite -

contraire à toutes les tendances de l'évolution fondées sur des preuves empiriques – affirme que la diminution et la polarisation des revenus des couches moyennes ne sont que des mythes et que l'état de panique des « classes moyennes » n'est pas fondé.

En même temps que la prise en compte de ce processus de destruction de la classe moyenne, un changement profond de paradigme a eu lieu qu'on pourrait dire comme un adieu à la classe moyenne en tant que fondement de la politique bourgeoise. Pourtant, la question demeure de savoir si les couches moyennes sont capables de maintenir la cohésion d'une société moderne et complexe comme la nôtre et donc quelle est l'importance d'une large couche moyenne... C'est un fait qu'une société stable avec la paix sociale ne repose pas sur une large classe moyenne, mais peut aussi être garantie par les possibilités de mobilité. (Enste et al 2011: 15).

Jusqu'à présent, on ne perçoit pas chez les esprits éclairés de conception politique convaincante pour stabiliser les couches moyennes à l'époque de la grande crise par rapport au mythe des classes moyennes.

Notes

[1] Chris Giles, journaliste au Financial Times, avait accusé Piketty de l'utilisation de calculs de mauvaise qualité. Piketty reconnaît que les sources d'inégalité de la richesse sont beaucoup moins systématiques que celles disponibles pour l'inégalité des revenus. Cependant, les corrections proposées par le FT sont « pour la plupart relativement mineures, et n'affectent pas les évolutions de long terme et mon analyse globale ». Dans le même temps, ils sont eux-mêmes en fonction des choix méthodologiques qui sont « tout à fait discutables ». Les sources de données peuvent encore être optimisées mais ne remettent pas en cause les conclusions de fond. Depuis plus de dix ans, Piketty, soutenu par ses collègues Anthony Atkinson (Oxford) et Emmanuel Saez (Berkeley) a analysé les dossiers fiscaux historiques et nourri son ordinateur avec les données économiques de 20 pays.

[2] Comme le montrent l'exemple de l'Allemagne et des CD sur les fraudeurs fiscaux, la pratique de l'évasion fiscale est encore largement répandue parmi les entreprises et les propriétaires d'actifs. À cet égard, les données fiscales soulignent plutôt l'inégalité. Il reste à étudier si la fiscalité est plus efficace dans d'autres pays.

[3] La Banque fédérale d'Allemagne a comparé le bilan global du patrimoine économique avec une enquête auprès des ménages privés. Selon les résultats, la « couverture des actifs par les ménages privés peut être qualifiée de bonne. Les actifs nets du secteur des ménages privés est, à 90%, couverte par l'étude PHF » (Banque fédérale allemande 2013). Les données générées par cette étude faite à partir de l'enquête auprès des ménages sous-estiment la propriété réelle. Ces différences peuvent s'expliquer, entre autres, par le fait « que les très riches ménages allemands ne sont pas représentés dans l'échantillon. Cela a des effets en premier lieu sur les valeurs médianes ». (Ibid., P. 28). Voir aussi: Joachim Bischoff / Bernhard Müller: Europameister in sozialer Ungleichheit. Vermögensverteilung in Deutschland, dans Sozialismus 7-8 / 2013, pp. 36FF.

[4] Les sociologues tels que Streeck parlent de la « fin du capitalisme démocratique ». Du point de vue des politiques de distribution, cette formule contient un verdict sur le capitalisme du 20^e siècle. Piketty le traduit ainsi : « Ne vous méprenez pas : la croissance d'une véritable 'classe moyenne patrimoniale (ou possédante)' a été la principale transformation structurelle de la répartition des richesses dans les pays développés au cours du XXe siècle. » (Piketty 2014 : 260)

[5] Par leur nature même, les revenus fondés sur la propriété et le capital sont « des revenus sans rendement ». Piketty l'exprime clairement en disant qu'« il est significatif que les mots « rente » et « rentier » ont pris des connotations très péjoratives au XXe siècle. Dans ce livre, j'utilise ces mots dans leur sens descriptif d'origine, pour désigner les loyers annuels produits par une immobilisation et les personnes qui vivent sur ces loyers » (Piketty 2014: 422).

[6] Nous sommes confrontés à un double phénomène. Les valeurs de « immobilisations » augmentent ainsi que les revenus qui en découlent. Aussi les différenciations augmentent considérablement en ce qui concerne les revenus du travail ; les salaires des plus aisés (à la fois les 10% les plus riches ainsi que les 0,01% les plus élevés) ont explosé ces dernières années. Du point de vue des politiques de distribution, il ya deux solutions à ce problème : la réglementation des revenus salariaux et du travail ainsi qu'une fiscalité du patrimoine et des revenus des actifs.

[7] Cf. Emmanuel Saez (UC Berkeley), Gabriel Zucman (LSE et UC Berkeley), The Distribution of US Wealth, Capital Income and Returns since 1913. Mars 2014.

[8] La définition de l'anatomie économique des classes dans les pays capitalistes développés sur la base de la critique de l'économie politique reste une tâche importante à laquelle la gauche socialiste devra s'attaquer à

l'avenir même si sa réalisation nécessite des ressources adéquates en termes de temps et d'argent (cf . Bischoff et al. 1982).

Bibliographie

- Atkinson, Anthony B./Piketty, Thomas/Saez, Emmanuel (2011), Top Incomes in the Long Run of History, *Journal of Economic Literature*, 49 (1), pp. 3-71.
- Bertelsmannstiftung (2012): Burckhard, Christoph/Grabka, Markus M./Groh-Samberg, Olaf/Lott, Yvonne/Mau, Steffen: *Mittelschicht unter Druck*, Gütersloh.
- Bischoff, Joachim u.a. (1982): *Jenseits der Klassen? Gesellschaft und Staat im Spätkapitalismus*, Hamburg.
- Castel, Robert/Dörre, Klaus (eds.) (2009): *Prekariat, Abstieg, Ausgrenzung*, Frankfurt a.M.
- Deutsche Bundesbank (2013): *Vermögen und Finanzen privater Haushalte in Deutschland: Ergebnisse der Bundesbankstudie, Monatsbericht Juni*.
- Enste, Dominik H./Erdmann, Vera/Kleineberg, Tatjana (2011): *Mythen über die Mittelschicht*, Roman Herzog Institut, Information Nr. 9.
- Kopczuk, Wojciech/Saez, Emmanuel/Song, Jae (2010), Earnings Inequality and Mobility in the United States: Evidence from Social Security Data since 1937, *Quarterly Journal of Economics*, 125 (1), pp. 91-128.
- Krugman, Paul (2011): Infusion für die Wirtschaft statt Aderlass, in: *Frankfurter Rundschau* 26.9.
- Krugman, Paul (2014): Thomas Piketty oder die Vermessung der Ungleichheit, in: *Blätter für deutsche und Internationale Politik*, Issue 6, 2014.
- Leigh, Andrew (2007): How Closely Do Top Income Shares Track Other Measures of Inequality? *The Economic Journal*.
- Müller, Bernhard (2013): *Erosion der gesellschaftlichen Mitte. Mythen über die Mittelschicht - Zerklüftung der Lohnarbeit - Prekarisierung & Armut - Abstiegsängste*, Hamburg.
- Noll, Heinz-Herbert/Weick, Stefan (2011): Schichtzugehörigkeit nicht nur vom Einkommen bestimmt. Analysen zur subjektiven Schichteinstufung in Deutschland, in: *Informationsdienst Soziale Indikatoren*, Ausgabe 45, Februar; quoted in: *Böckler Impuls* 6/2011, In den Köpfen hat die Mittelschicht Bestand, pp. 6f.
- OECD (2013a): Crisis squeezes income and puts pressure on inequality and poverty. New Results from the OECD Income Distribution Database.
- OECD (2013b): Krise steigert Ungleichheit und Armutrisiko in OECD Ländern - Deutschland und Österreich im Vergleich positiv, press release 15 May, www.oecd.org/berlin/presse/einkommen-verteilung-ungleichheit.htm.
- OECD (2014): FOCUS on Top Incomes and Taxation in OECD Countries: Was the crisis a game changer?, May 2014.
- Piketty, Thomas (2013) : *Le Capital au 21^e siècle*, Editions du Seuil
- Saez, Emmanuel (2013): *Striking it Richer: The Evolution of Top Incomes in the United States* (updated with 2012 preliminary estimates).

Texte original publié dans la revue allemande Sozialismus, 7-8 juin 2014

Source: heft_nr_7_8_juli_2014/detail/artikel/der-moderne-kapitalismus-eine-oligarchische-gesellschaft/

Élections législatives en Slovénie

Résultat spectaculaire pour la Coalition de la gauche unie : 6% des voix, 6 sièges

Par Gal Kirn - 14 juillet 2014

Nous avons brisé le cercle vicieux de l'anticommunisme dans le contexte post-yougoslave. Ce qui suit est un développement peu long sur la campagne pour vous donner quelques repères sur ces résultats historiques !

Comme vous l'imaginez, nous sommes plus qu'heureux de vous présenter ce résultat des élections ! Tous les commentateurs disent que la Coalition de la gauche unie (CGU) a été la plus grande surprise. Mais le chemin a été difficile, la CGU a été marginalisée dès le début. Ce qui suit est un aperçu plus général de la campagne électorale.

Les obstacles des élections anticipées et de la marginalisation par les médias

Le contexte des élections irrégulières est, comme son nom l'indique, de caractère irrégulier et exceptionnel. Après des années d'approfondissement de la crise capitaliste avec des mesures d'austérité et une politique de privatisation renforcée (ces derniers mois, quelques grandes entreprises solides comme Helios et Mercator ont été vendues à bon marché, et la liste à venir est longue) et les révoltes de l'an dernier, les fractures constantes au sein de la coalition au pouvoir ont contraint à des élections anticipées. La décision de placer les élections au milieu de l'été, a mis sous pression toutes les nouvelles forces politiques, Coalition de la gauche unie, mais aussi Parti Pirate et d'autres: Comment organiser la campagne électorale en un mois avec des moyens financiers très modestes (campagne participative), des petites infrastructures locales du parti et des possibilités très biaisées et peu de possibilité dans les médias ? Ces derniers n'ont généralement accordé un espace CGU que dans les débats

avec les autres partis extra-parlementaires. Surtout, les élections ont été fixées l'été, alors que beaucoup partent pour leurs vacances de courte durée, ou ont l'esprit occupé par la Coupe du Monde. Notre soutien dans les sondages d'opinion a en permanence été autour de 2-2,5%, ce qui nous situait derrière tous les grands partis parlementaires, à la 8ème place ainsi que derrière notre objectif initial de 4%, seuil parlementaire.

Des campagnes populaires dans tout le pays

Nous étions décidés à ne pas simplement suivre les médias et les politiques de l'identité, mais nous avons développé une campagne populaire orientée sur de nombreuses activités locales, associant des militants locaux et des sympathisants de la Gauche unie, parlant en face-à-face, organisant de présentations dans toute la Slovénie afin d'établir des bases locales, sur laquelle nous appuyer dans l'avenir. Ce processus est extrêmement important et précieux, nous avons réussi à s'étendre au-delà de Ljubljana, Maribor et quelques autres milieux urbains, où nous avons acquis un certain soutien déjà aux élections pour le Parlement européen, fin de mai (5,5%) (Trouver l'analyse ici).

La CGU contre les privatisations

En tant que seule force politique avec des propositions concrètes pour sortir de la crise et pour de nouvelles formes d'organisation (coopératives, gestion par les travailleurs, suppression de la dette, contrôle démocratique des banques et des grandes sociétés), notre campagne a mis en avant un thème majeur : la fin des privatisations. Lorsque la chaîne de distribution Mercator, en bonne santé, a été achetée par la société étrangère Agrokor pendant les dernières semaines de la campagne, deux choses sont apparues : d'abord que seule la CGU a fait appel à la conscience critique autour du sujet, ensuite que, sans pression politique au sein de la politique formelle, il est extrêmement difficile d'arrêter les privatisations.

Le parti de Miro Cerar - moraliste et légaliste-conservateur

Il y avait aussi et surtout un nouveau parti politique important, d'obédience centriste et apparemment libéral qui a pris position pour un moralisme sans faille et la primauté du droit (contre la corruption) ; on l'appelle Parti de Miro Cerar, lui-même avocat, déjà présent dans le travail juridique du Parlement. De façon un peu surprenante ce parti a obtenu environ 35% des voix et ce qui a été vu comme un grand succès par les médias qui le présentent comme destiné à devenir bientôt le parti numéro. Ceci reflète le mécontentement à l'égard des partis officiels et de la corruption. Malgré ses fortes positions légalistes et moralistes, le principal acteur s'est fait « prendre » au cours de la dernière campagne d'une semaine lorsqu'il a parlé négativement du mariage entre personnes de même sexe, du droit à l'avortement et d'autres questions. Cela a dévoilé un côté plus conservateur de la « grande moralité », qui a occupé l'espace de la vieille gauche et droite.

Le nouveau parti centriste nous a présenté un autre défi de taille : comment nous positionner non seulement comme la voix de mécontentement par rapport aux partis politiques existants, mais aussi comme étant la voix contre l'ordre économique en général et comme proposant une alternative plus radicale qui va au-delà de la « privatisation à visage moral et transparence »?

Le soutien s'est accru en fin de campagne

Outre la poursuite de son travail à la base, les reportages et interviews dans les médias locaux et autres, la CGU a profité d'une opportunité majeure au cours de la dernière semaine de la campagne. L'un des représentants du Parti, le coordonnateur le plus visible Luka Mesec a été invité au débat final avec les principaux partis sur la chaîne de télévision commerciale, la plus regardée TV POP. La présentation des arguments, une nouvelle prise de conscience politique et la voix critique de la CGU a surpris les représentants des partis établis et a provoqué un retournement étonnant de plus de 4% des prévisions électorales. Dans les derniers jours de la campagne de nombreuses personnalités publiques, des intellectuels, des militants des groupes sociaux et des musiciens ont rejoint la Gauche unie.

Résultats électoraux

Résumons les résultats (hors votes à l'étranger et vote par correspondance) : le gagnant des élections est le Parti de Miro Cerar (34,6%), les démocrates slovènes sont deuxième (20,7%), Desus, le parti des retraités est troisième (10,2%), à la quatrième place se trouve la plus grande surprise des élections – le PGU (6%). Les sociaux-démocrates sont à la cinquième place avec 5,9%. A la sixième place on trouve le parti catholique Nouvelle Slovénie (5,5%), et le dernier à passer le seuil parlementaire est le parti de l'ancien premier ministre l'Alliance d'Alenka Bratušek (4,3%).

Que signifie le vote CGU ?

Ce que nous pouvons déjà dire sur les électeurs de la CGU, c'est qu'on y trouve de nombreux électeurs qui ont voté pour la première fois ou qui votaient avant pour le « moindre mal ». Ainsi, le vote pour la CGU a dépassé le binaire dominant exclusif : pour Janša (l'ancien, le Premier ministre, président des démocrates Slovènes, à l'heure actuelle en prison pour cause de corruption) ou contre Janša ? Il s'agit du vote pour la voix critique qui rejette la

résolution néolibérale de la crise.

Mais ce n'est que le début, nous avons ouvert les portes qui s'ouvrent vers l'avenir qui doit être re-construit et débarrassé des tendances néolibérales. Nous finissons par un appel au socialisme écologique et démocratique, à des victoires et des liens de la nouvelle gauche en Slovaquie, en Europe et dans le monde entier!

Déclaration de l'Université d'Allemagne du PGE

NON A LA GUERRE, Stop au réarmement :

Journé européenne pour la paix

4 septembre

28 juillet 2014

Les 4 et 5 septembre, se déroulera un sommet de l'OTAN au Pays de Galles. L'ordre du jour une demande à tous les pays de l'OTAN de porter leurs budgets militaires à au moins 2% du PIB. Il s'agit de la préparation directe pour une utilisation plus agressive de la force militaire de l'OTAN partout dans le monde et le début d'une nouvelle course aux armements.

L'OTAN et ses États membres coopèrent et soutiennent d'autres pays dans la préparation et la perpétuation des guerres d'agression.

L'Université d'Allemagne du parti de la gauche européenne propose que nous menions des actions, organisations des manifestations et des initiatives culturelles dans toute l'Europe, le jeudi 4 septembre 2014.

- Nous appelons les partis membres du parti de la gauche européenne, d'autres partis de gauche, tous les gens en faveur de la paix, les mouvements pacifistes et démocrates à prendre part à ces initiatives et à les organiser.

- Nous disons non à l'augmentation des dépenses pour les armes et le militaire et le commencement d'une nouvelle course aux armements.

- Nous disons non aux grandes puissances internationales qui soutiennent l'escalade militaire active de leurs partenaires.

- Nous appelons à un embargo sur les armes pour Israël et l'Ukraine.

- Nous exigeons que le FMI cesse de transférer des fonds à l'Ukraine, tant que cette guerre se poursuit.

- Nous exigeons un arrêt de la guerre à Gaza, en Israël et en Ukraine orientale et des négociations pour résoudre les conflits de manière pacifique, fondées sur le respect des droits de l'homme et la démocratie.

Université d'Allemagne du parti de la gauche européenne

27 Juillet 2014

Université d'Allemagne du PGE et de transform, Werbellinsee, Allemagne

Succès de l'Université d'été 2014

"Levons-nous pour la Paix - Solidarité"

4 août 2014

Sous le mot d'ordre malheureusement brisé : "Levons-nous pour la paix - Solidarité" environ 300 participants et de nombreux invités venus de Berlin et du Brandebourg se sont rassemblés du 23 au 27 juillet pour la 9^{ème} Université d'été de la gauche européenne.

Constructifs, concentrés, ouverts, de différents âges, les participants venus de plus de 32 pays ont travaillé ensemble lors de cet événement annuel du Parti de la gauche européenne (PGE) et de transform! europe.

L'Université d'été du PGE est un rassemblement du niveau d'une importance croissante - également au regard de la crédibilité européenne croissante du PGE. Il n'y a que peu d'occasions semblables pour les représentants des différents partis membres du PGE d'échanger entre eux et avec les militants intéressés avec les partis et les organisations qui lui sont affiliés dans une telle atmosphère ouverte. Pendant cinq jours, ce fut l'occasion de faire des analyses communes, des débats et des plans d'action - au cœur de la tranquillité de la belle région de Werbellinsee. Un débat particulièrement intense a eu lieu sur l'Ukraine et les défis de la participation au gouvernement pendant et entre les séminaires. De nombreux événements du réseau féministe de l'EL (EL-FEM) ont contribué à l'accueil. Au-delà du programme officiel, un certain nombre de réunions auto-organisées par les réseaux ont eu lieu, notamment la rencontre des différentes organisations de parti de jeunesse et d'intermédiaires.

Un débat en séance plénière avec Pierre Laurent, président du PGE, a sans conteste le point culminant de l'événement et a été un point de départ programmatique pour les travaux futurs du PGE et de ses partis membres. Pierre Laurent a souligné plusieurs développements politiques et défis fondamentaux après les élections européennes. Il a rappelé que beaucoup de gens ont une opinion négative des institutions de l'UE et doutent raisonnablement de toute chance de trouver une issue à la crise avec ces institutions. Lors de l'analyse des élections, il a souligné que cette insécurité était un terrain fertile pour les extrémistes de droite et les forces populistes. Leur renforcement a pu être vu tout au moins contenu dans tous les pays où des forces de gauche fortes et crédibles ont su gagner l'hégémonie politique (et culturelle) dans les débats publics. La candidature d'Alexis Tsipras à la présidence de la Commission européenne et la campagne commune en sa faveur ont contribué à rapprocher les forces européennes de gauche.

Actuellement, de nombreux partis et mouvements frappent à la porte du PGE et veulent travailler avec lui. Cela s'est traduit par la participation de représentants de partis de gauche (par exemple, de Slovaquie et d'Irlande), qui ne sont pour l'instant pas organisés au sein du PGE. Une autre conséquence des élections européennes est que le PGE est un acteur de plus en plus visible et accepté au niveau européen. Pierre Laurent a souligné que la tâche des forces de gauche était d'une part de respecter et d'intégrer la pluralité interne et d'autre part de rassembler toutes les forces. Pour ce faire, il a proposé cinq axes pour regrouper les activités des différents partis de gauche :

1. lutte européenne contre l'austérité
2. Lutte contre le TTIP et autres accords de libre-échange.
3. lutte pour la démocratie et contre les structures de plus en plus anti-démocratiques de l'UE. Cela inclut également la défense des droits et des libertés des personnes et en particulier les migrants ainsi que la résistance contre les forces de droite extrêmes et populistes.
4. Renforcement de la lutte pour la paix et contre l'accroissement des capacités militaires, notamment mobilisation contre le sommet de l'OTAN au Pays de Galles les 4 et 5

septembre.

5 Organisation d'un Forum des Alternatives en mai 2015, en France pour rassembler les partis et les mouvements de gauche (ainsi que les syndicats), au-delà du PGE.

De nombreux séminaires et ateliers de l'Université ont approfondi des points centraux, l'analyse ainsi que son articulation concrète avec le travail futur jouant un rôle essentiel. Sous l'intitulé Reconquérir l'économie se sont déroulés des débats sur les conséquences de la crise dans les différents pays, la lutte contre les conditions de vie précaires, la démocratie économique ainsi que la coopération entre les partis, les mouvements et les syndicats. La majorité a estimé qu'il est important d'enraciner les partis de gauche dans les mouvements et de toujours réactiver cet objectif pendant les campagnes conjointes. Il est donc apparu comme évident que la campagne contre le TTIP et le soutien à l'Initiative citoyenne européenne correspondante occuperaient une place essentielle dans les activités futures du PGE.

L'échange sur la situation en Ukraine a été d'avance incluse dans le programme de l'Université car il y avait une forte demande de la part des participants du PGE. Certaines participants d'Ukraine et d'autres pays de l'Est étaient présents. La question de Gaza / Israël a eu également une forte participation, vu les événements actuels.

Pendant le séminaire sur l'Ukraine une proposition d'action a émergé et a été bien accueillie par les participants : le PGE appelle à une journée d'action européenne commune le 4 septembre contre le sommet de l'OTAN, au Pays de Galles. Une déclaration correspondante contre les guerres en Ukraine, Gaza et Israël ainsi que contre le renforcement du militaire promu par l'OTAN a été transmise aux partis membres. Ainsi, conformément au mot d'ordre de la journée Reconquérir la paix un premier pas a été fait vers des initiatives politiques de paix conjointes.

Le grand succès de l'Université est dû non seulement au travail des services administratifs du PGE, de Die Linke et transform! europe, mais aussi des bénévoles régionaux de la région Barnim et du Land de Brandebourg. Malgré leur campagne électorale de terrain, les camarades de la région ont participé à l'Université. Leur expérience de la participation dans un gouvernement de gauche, grâce à un échange avec des expériences comparables dans d'autres pays, a apporté une contribution importante au débat et à la collaboration de stratégies gauche.

Le travail en commun ainsi que les collaborations communes - notamment un concert punk rock au village voisin d'Eberswalde - ont montré une Europe prenant consistance par en bas. Ce n'est que lorsque les forces de gauche sont ancrées régionalement qu'elles peuvent progresser régulièrement vers une force efficace de protestation et de changement.

Claudia Haydt, membre du conseil exécutif du Parti de la gauche européenne et membre du Conseil exécutif de DIE LINKE

+++

Journée de travail sur la défense de la paix et l'internationalisme

L'OTAN s'arme et l'Union européenne joue le rôle de rouleau compresseur impérialiste et de soumission accrue à l'égard des Etats-Unis

La paix a été le mot d'ordre de l'Université de cette année et la paix est aussi l'un des six axes de la plate-forme programmatique adoptée lors du IV^e Congrès du PGE en décembre dernier. Lors de ce congrès le Parti de la gauche européenne a réaffirmé son engagement en faveur de la défense de la paix et du dialogue politique contre la violence et la coercition militaire : Nous défendons l'internationalisme, contrairement à l'impérialisme, qui crée artificiellement des divisions entre les pays et les peuples.

Dans ce cadre, le deuxième jour de l'Université a eu lieu le séminaire 1914-2014 : 100 ans après la Première Guerre mondiale : les défis pour l'internationalisme . La députée de Die Linke, Heike Hesse, a affirmé que l'Allemagne, qui a l'origine de deux guerres mondiales, doit défendre activement la paix. Mais, l'inverse, le gouvernement allemand accroît son intervention militaire et le fait plus que jamais aujourd'hui, avec participation de la social-démocratie de la Grande Coalition. Elle a expliqué que son pays compte aujourd'hui plus de 5.000 les troupes participant à 30 missions à travers le monde.

Aujourd'hui, le monde connaît de multiples conflits ; une escalade militariste menace avec la possibilité d'une troisième guerre mondiale. L'internationalisme est le moyen de lutter, a expliqué Heinz Hillebrand, responsable de la formation dans DIE LINKE : "pour lutter ce qui s'est passé en 1914, quand la gauche a été divisée et que le nationalisme s'est imposé contre l'internationalisme".

La mondialisation du capitalisme

Le dirigeant allemand a souligné que, parallèlement au danger du nationalisme, il y a le piège tendu par le capitalisme mondialiste et le rôle militaire croissant de l'Union européenne. C'est tout fait évident dans la crise en Ukraine, où le capitalisme collabore avec le fascisme, quand ils croient devoir le faire dans leur propre intérêt. Il a également dénoncé le fait qu'Israël utilise la terre, la mer et les attaques aériennes sur Gaza pour tester de nouvelles armes.

Le vice-président de DIE LINKE, Tobias Pflüger, a déclaré que la mondialisation du capitalisme ne connaît pas de limites et mène une politique de déstabilisation en Amérique latine, rappelant le coup d'état au Honduras et au Paraguay et la tentative de mettre fin au processus bolivarien au Venezuela. Il a également estimé que, plutôt que d'analyser le conflit lui-même, nous devons analyser les acteurs du conflit.

Selon tous les participants, dans ce contexte, le problème important est que l'Union européenne est de plus en plus un rouleau compresseur impérialiste et est de plus en plus subordonnée aux États-Unis, alors que dans le même temps l'OTAN lance une nouvelle politique de développement du réarmement et veut verser jusqu'à 2% la part du PIB que chaque pays membre doit verser à l'organisation (actuellement la part de l'Allemagne est de 1,3%). Dans ce cadre, Pflüger a violemment critiqué l'erreur de se tenir à une certaine distance des conflits et a souligné que le discours sur l'antisémitisme est devenu contre-productif lorsqu'il nous empêche de prendre position sur des sujets tels que Gaza.

La plus grande organisation terroriste du monde

Maite Mola, vice-présidente du Parti de la gauche européenne, a sévèrement fustigé l'OTAN, qu'elle a qualifiée de plus grande organisation terroriste du monde. Elle a déploré que l'Espagne, avec 6 millions de chômeurs et 32% des enfants de moins de 16 ans ayant des difficultés pour se nourrir du fait de la pauvreté, est le relais de l'OTAN en y consacrant 1% de son PIB.

Elle a également dénoncé l'impunité absolue du capitalisme et de l'impérialisme qui mène ses attaques lorsqu'ils ont des intérêts économiques et financiers, un capitalisme, qui n'aurait pas de scrupules à entrer dans une troisième guerre mondiale pour améliorer ses profits. Le scénario serait différent si l'Union européenne avait sa propre politique étrangère plutôt que de faire ce que des États-Unis nous disent de faire, cherchant à se réarmer elle-même avec la course à l'achat d'équipements militaires.

La défense de la paix doit se concrétiser

Dans la partie consacrée aux propositions, la vice-présidente du PGE a souhaité que la paix devienne le premier point de l'agenda du PGE, mais il faut le développer et préciser ; si ce n'est pas le cas, ce sera inutile. Et comme exemple elle a appelé à la création d'une plate-forme pour la paix aux niveaux européen, national et mondial. Elle a également

soulevé la nécessité de discuter de la question de savoir si nous sommes pour la dissolution de l'OTAN .

Pour expliquer le conflit en Ukraine, l'Université d'Amsterdam a invité EL Sergej Kiritschuk, leader du mouvement ukrainien Borotba. Le militant a déclaré que "l'Ukraine est utilisée comme un champ de bataille pour la confrontation des forces impérialistes". Il a ajouté que des États-Unis sont interférents et de briser toutes les tentatives pour résoudre le conflit, et la Russie, de l'autre côté, a aussi ses propres intérêts dans le conflit.

Un militant de Borotba a expliqué que Maidan n'est, de son point de vue, un mouvement anti-communiste, débarrassé de régimes autoritaires, et que ceux qui y participent ne voulaient pas d'une Europe sociale. Ce qui se cache derrière Maidan, c'est l'intérêt des oligarques à signer le traité avec l'Union européenne. Mais 50% de la population s'opposent à ce traité. Ils ont vu l'appauvrissement de pays comme la Roumanie, la perte de leur industrie, entre autres, de leur départ de leur entrée dans l'Union européenne.

Les Ukrainiens de l'Est et du Sud sont pacifiques, a expliqué Sergej. Ce qui se passe est que nous ne pouvons pas redevenir une colonie par notre intégration dans l'Union européenne . Le traité a été conclu pour satisfaire les intérêts de l'UE et de l'expansion agressive de l'OTAN, mais pas pour les Ukrainiens, qui craignent de perdre leur industrie et sa haute technologie. Pour mettre fin au conflit , il a ensuite affirmé " Nous devons dire aux États-Unis de cesser leur agression et que nous voulons la paix."

Le débat sur l'Ukraine a continué dans l'après-midi, en se concentrant sur le rôle des forces de gauche dans le pays et la possibilité de la solidarité internationale. L'Université a également discuté des attaques de l'impérialisme en Amérique latine et des politiques alternatives avec de nouvelles façons de se gouverner en échappant à l'influence des États-Unis. Le troisième axe des grands conflits internationaux a abordé les révolutions et contre-révolutions du printemps arabe ainsi que les réponses de gauche au conflit Gaza - Israël.

Source: Parti de la gauche européenne

+++

Voir aussi le compte-rendu de Dick Nichols : l'Ukraine domine la discussion à l'université d'Amsterdam du Parti de la gauche européenne, publié le 4 août dans *Links International Journal of Socialist Renewal* .

+++

Trouver le Blog de l'Université d'Amsterdam ici.

Programme complet ici.

Calendrier

Rassemblement Attac 19 - 23 août 2014 Paris

Université d'été européenne des mouvements sociaux

transform! europe tiendra quatre ateliers dans le cadre de l'Université d'été européenne des mouvements sociaux (ESU), organisée par le Réseau des Attac d'Europe du 19 au 23 août à l'Université Paris-VII Diderot. Pendant cinq jours plus de 1000 participants se réuniront pour échanger des points de vue, apprendre les uns des autres, échanger et développer des moyens et des stratégies pour sortir de la crise à l'échelle mondiale ainsi que pour donner plus de force aux mouvements sociaux à l'échelle locale et au niveau international.

En tant que l'un des principaux partenaires de l'événement, transform! europe organisera quatre ateliers. La parole sera donnée à des universitaires, des syndicalistes, des militants sociaux et politiques pour aborder certains des problèmes les plus critiques auxquels est confrontée l'Union européenne : les politiques d'austérité et leurs alternatives, la réponse des syndicats européens à la crise, le nouveau paysage politique après les élections européennes, les consciences des citoyens dans la crise, les mouvements sociaux et les nouvelles constructions politiques - ainsi qu'un débat sur la politique de recherche publique dans une Union européenne néolibérale.

Pour plus amples informations voir le site de l'ESU : <http://www.esu2014.org/>

Programme

Les séminaires de Transform! à l'Université d'été d'ATTAC Europe

1. POLITIQUES D'AUSTERITE, NOUVELLES FISSURES ET ALTERNATIVES / Mercredi 20 août – 16h30

Animation : *Josua Gräbener (Doctorant en Science Politique)*

Présentation de la version récemment actualisée du livre collectif coordonné par Steffen Lehndorff "Le triomphe d'idées ayant déjà échouées" ("The Triumph of Failed Ideas"), discussion sur les conséquences des politiques d'austérité en matière de droit du travail et du pouvoir de négociation des syndicats, ainsi qu'un débat sur les initiatives lancées par le mouvement social européen et les syndicats pour dépasser la crise.

- [**Steffen Lehndorff**: Institut du travail et des technologies (Duisburg, Allemagne)
- [**Trevor Evans**: EuroMemorandum (Berlin, Allemagne)
- [**Jean-François Tamellini**: Secrétaire fédéral du syndicat FGTB (Bruxelles, Belgique)
- [**Marc Delepouve**: Professeur de Mathématiques Université de Lille

2. CONSCIENCES DANS LA CRISE ET NOUVEAU PAYSAGE POLITIQUE / Jeudi 21 août – 16h30

Animation : *Christine Mendelsohn (Parti de la Gauche Européenne)*

Présentation d'un projet de recherche en cours enquêtant sur les perceptions populaires dans la crise vis-à-vis de la souveraineté politique et du rôle de l'économie, évaluation du rapport de force politique à la suite des élections européennes, discussion collective sur les forces politiques des droites extrême et nationaliste en Europe, ainsi que sur les réponses que devrait y apporter la gauche.

- [**Walter Baier**: Transform! Europe (Vienne, Autriche)
- [**René Monzat**: Journaliste et chercheur (Paris, France)
- [**Elisabeth Gauthier**: Espaces Marx, Transform! Europe (Paris, France)
- [**Marie-Christine Vergiat**: Eurodélégation (Front de Gauche - GUE/NGL)

3. MOUVEMENTS SOCIAUX ET NOUVELLES CONSTRUCTIONS POLITIQUES / Vendredi 22 août – 16 h30

Animation : Maxime Benatouil (*Transform! Europe*)

Discussion sur les relations entretenues par les mouvements sociaux et les partis de gauche dans les pays européens les plus touchés par la crise, ainsi que sur les nouvelles formes de constructions politiques émergeant de ces mouvements sociaux.

- [**Jorge Lago**: Podemos (Madrid, Espagne)
- [**Dragan Nikcevic**: Gauche Unie (Ljubljana, Slovenie)
- [**Annick Coupé** Solidaires (Paris, France)
- [Un-e représentant-e de SYRIZA

4. LA RECHERCHE PUBLIQUE: POUR QUI? POUR QUOI FAIRE? / Vendredi 22 août – 16h30

Une coopération du SNESUP-FSU, d'Espaces Marx et de Transform! Europe.

Cet atelier se propose d'envisager les principes d'organisation et les finalités souhaitables d'une recherche publique en prise avec le monde social, produisant des savoirs critiques et nouant des échanges avec les réseaux associatifs et d'éducation populaire.

- [**Claude Calame**: ATTAC France
- [**Marc Delepouve**: Professeur de Mathématiques ' Université de Lille
- [**Janine Guespin**: Espaces Marx (Paris, France)
- [**Willy Pelletier**: Fondation Copernic (Paris, France)

Brochure : Analyses et exigences pour une politique offensive de l'UE **Peut-on encore sauver l'Europe ?**

Des responsables des syndicats allemands explorent les lignes de faille et l'orientation des politiques d'austérité européenne sous des angles différents.

L'édition en anglais de la brochure « Ist Europa noch zu retten? », « Can Europe still be saved? » (Peut-on encore sauver l'Europe ?) a été publiée comme supplément 4/2014 de la revue Sozialismus en coopération avec transform! europe.

Téléchargez le pdf sur la droite (261 KB).

Les responsables des syndicats allemands expriment deux sortes de choses :

- (1) qu'en Allemagne une forte opposition au rôle hégémonique du gouvernement fédéral actuel et à ses prédécesseurs doit devenir audible et
- (2) que des initiatives pour une politique européenne offensive doivent être co-développées, soutenues et initiées.

Ces interventions ont d'abord été publiées en allemand comme supplément à la revue Sozialismus. Mais un débat sur l'avenir de l'Europe ne peut pas se limiter au niveau national, il doit être un européen. Nous avons préparé cette édition en anglais. Il montre que la politique d'austérité n'est pas sans opposition. L'opposition grandit dans les syndicats et dans la société civile - y compris en Allemagne.

Contenu

Dieter Scholz
Save Europe!

Annelie Buntenbach

Who is Right and Who Has Rights in Europe?

Put an End to the Troika's Violations of Fundamental Rights – Stop the Austerity Course!

Dietmar Schäfers

The EU – On the Road to Katarlike Working Conditions?

Andreas Keller

Cooperation or Competition?

European Education and Research Policy on Trial

Frank Bsirske

A New Path for Europe

Wolfgang Lemb/Hans-Jürgen Urban

Can Democracy in Europe Still be Salvaged?

A Plea for a Radical Change of Course in European Policy and in the European Union

Auteurs

Annelie Buntenbach est membre du Conseil exécutif du Congrès des syndicats allemands (DGB) responsable de la politique du marché du travail et de la politique sociale, de la politique européenne, de la politique d'immigration et l'antiracisme, du « Bon travail » et de la « juste mobilité ». Elle est également membre de la présidence et du comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats.

Frank Bsirske est président du syndicat des services allemand (ver.di) et président depuis novembre 2002, de la région européenne du réseau International des syndicats de services (maintenant UNI Global Union).

Andreas Keller est vice-président du syndicat allemand de l'Éducation et de la Science (Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft - GEW). Depuis 2012, il est vice-président du Comité syndical européen de l'éducation, qui regroupe les syndicats européens de l'éducation.

Wolfgang Lemb est membre de l'exécutif de la direction du syndicat allemand des travailleurs de la métallurgie (IG Metall) où il est responsable des relations internationales et européennes.

Dietmar Schäfers est vice-président fédéral du syndicat allemand du Bâtiment-Agriculture-Environnement (IG Bauen-Agrar-Umwelt - IG BAU) ainsi que président du Comité permanent pour le secteur du bâtiment de la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (EFBW).

Dieter Scholz est l'ancien président du conseil régional de Berlin-Brandebourg de la Confédération allemande des syndicats (DGB) et président de l'association «Forum Neue Politik der Arbeit» (Forum Nouvelle Politique du Travail). Il est actuellement consultant.

Hans-Jürgen Urban est membre de l'exécutif de la direction d'IG Metall, où il est responsable de la politique sociale et de la politique d'organisation travail / formation.